



MINISTÈRE  
DE L'ÉDUCATION  
NATIONALE

MINISTÈRE  
DES SPORTS

# LA LETTRE DU COMITÉ D'HISTOIRE des ministères chargés de la Jeunesse et des Sports

*Comité  
d'histoire*

ISSN 2606-0558  
N°22 - Septembre 2018

Site internet : <http://www.sports.gouv.fr> - Le ministère / Organisation / Comité d'histoire

Directrice de la publication : Martine GUSTIN-FALL, inspectrice générale de la jeunesse et des sports, présidente du CHMIS



## FOCUS



Les sites du Département



### Trois questions à Marie-Andrée CORCUFF, directrice des Archives départementales du Val-de- Marne sur les archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire

*Les Archives départementales du Val-de-Marne (AD 94) sont l'un des membres fondateurs du partenariat original qui, à la fin des années 1990, s'est donné pour mission la préservation pérenne des archives privées issues des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire. Quelles étaient les motivations de votre service et plus largement du Conseil général du Val-de-Marne pour s'engager à long terme dans ce partenariat ?*

**Marie-Andrée CORCUFF** : la nécessité de préserver les archives privées produites par les acteurs de l'éducation populaire s'est exprimée avec force en France au milieu des années 1980. Dans le Val-de-Marne, la prise de conscience concernant cette typologie d'archives s'est imposée localement dans la continuité de la politique de sauvetage d'archives privées, déjà engagée concernant les archives des entreprises fermées dans le contexte de la désindustrialisation massive des années 1980. Lorsque les conditions scientifiques et juridiques ont été réunies pour créer le pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire (**PAJEP**), le département s'est assez naturellement porté candidat pour tenir de rôle de tête de réseau du pôle national de conservation.



NDLR : Le PAJEP est constitué de six partenaires :

- Ministère de l'Éducation nationale (direction de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la vie associative) avec le concours du FONJEP ;
- Ministère de la Culture (Service interministériel des archives de France) ;
- Conseil départemental du Val-de-Marne (Archives départementales du Val-de-Marne) ;
- Archives nationales ;
- Archives nationales du monde du travail (ANMT) ;
- ADAJEP (Association des déposants aux archives de la jeunesse et de l'éducation populaire).

## **Pouvez-vous nous préciser la nature de la contribution des AD 94 au sein du partenariat ?**

**Marie-Andrée CORCUFF** : en tout premier lieu, c'est du temps de travail, principalement des archivistes et des techniciens audiovisuels, (estimé entre 1,5 et 2 équivalents temps plein), mais aussi la mise en œuvre de toutes les fonctions présentes dans un service d'archives, dont bénéficient les archives du PAJEP.

Participation aux instances du PAJEP : conseil scientifique et commission d'entrée des fonds ; accueil des fonds privés estampillés « PAJEP », signature des conventions de dépôt par le Conseil départemental avec les déposants ; les Archives départementales apportent la garantie de conformité de toute la chaîne archivistique, de la collecte à la communication au public.

Les locaux de conservation sont constitués d'un magasin d'archives, soit aujourd'hui 1 km linéaire. L'hébergement et la co-animation des pages internet du PAJEP (notamment concernant l'audiovisuel) se font au sein du site internet des AD94. L'Hôtel du département, puis, depuis 2012, son Pavillon des archives, accueillent les manifestations scientifiques du PAJEP (colloques, journées d'étude).

Les AD 94 assurent également la logistique du PAJEP : opérations de prise en charge matérielle des archives (mise à disposition d'un véhicule de service, y compris hors département, conditionnement, magasinage etc.), et sa communication qui intègre les manifestations du PAJEP dans les outils de communication des archives et du Conseil départemental.

## **Quelles sont les retombées pour les AD 94 ?**

**Marie-Andrée CORCUFF** : ce fonds est tout d'abord une richesse pour le département, qui est fier de l'accompagner et de valoriser ses actions, en cohérence avec les politiques publiques qu'il porte par ailleurs.

Ensuite, la programmation scientifique régulière du PAJEP, en faisant très régulièrement appel à l'expertise des Archives du Val-de-Marne, en particulier dans le domaine des archives orales et audiovisuelles, nous a permis de les développer davantage encore dans la durée et de les rendre visibles pour le public.

Enfin, pour un service d'archives départementales aussi récent que le nôtre (pour mémoire, il a été mis en service en mai 1968), il était intéressant d'avoir une spécialité et d'être identifié comme la ressource nationale de référence pour l'étude des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire. Aujourd'hui, les statistiques de fréquentation de la salle de lecture et du site internet montrent que les chercheurs sont toujours au rendez-vous. L'extension récente du partenariat aux Archives nationales a de plus permis d'élargir la visibilité du PAJEP, dont bénéficient en conséquence tous les partenaires.

\*\*\*

### **Organisation du PAJEP :**

*Le PAJEP s'appuie sur le réseau des services publics d'archives de France, en incitant les associations locales à déposer leurs fonds aux Archives départementales et municipales. En outre, il effectue le repérage de fonds déposés dans d'autres lieux : bibliothèques, archives diocésaines, instituts, associations, etc. Face à cette dispersion matérielle des dépôts, le PAJEP constitue un répertoire national, appelé Guide des sources, qui renseigne sur la localisation des archives et sur les inventaires disponibles. Il est mis en ligne et actualisé régulièrement sur le site des Archives départementales du Val-de-Marne. Jonathan LANDAU, archiviste auprès du FONJEP, mission PAJEP, a un rôle de coordination*

*Le site internet des AD94 va être totalement refondu fin septembre 2018.*

Pour contacter le PAJEP : **contact@pajep.fr**

*Un interview de Madame Anne LAMBERT, Cheffe du bureau des archives/Mission des Archives de France sera présentée dans un prochain numéro ainsi qu'un entretien avec l'Association des déposants aux archives de la jeunesse et de l'éducation populaire ADAJEP).*





**ARCHIVES  
NATIONALES**

Site de Pierrefitte-sur-Seine

### Journée de l'étudiant

Lundi 15 octobre 2018, de 9h à 17h



- **Le lundi 15 octobre 2018, à Pierrefitte (93)**

#### Journée de l'étudiant aux archives nationales (cf.

Lettre n° spécial 21 du CHMJS, qui en fait une présentation détaillée - Télécharger la [lettre N° 21, n° spécial](#)).

Cette journée, d'accès libre et gratuit, est destinée particulièrement aux étudiants de L3, M1 et M2. Elle leur permet de découvrir les ressources des Archives nationales et de préciser les sujets de recherche.

Cette journée inclura dans son programme, à partir de 10h30, plusieurs ateliers, dont certains consacrés au secteur JEUNESSE et SPORTS qui pourraient susciter des travaux universitaires dans notre champ.

Site des Archives nationales : 59, rue Guynemer  
93380 Pierrefitte-sur-Seine  
Métro : Saint-Denis Université (Ligne 13)

- **Du 29 au 31 octobre 2018, à Bordeaux (33)**

La Société française d'Histoire du sport (SFHS) et le Comité européen d'histoire du Sport) organisent un carrefour d'histoire et des conférences sur le thème Héritage sportif et dynamique patrimoniale, avec la participation de membres du collège scientifique du CHMJS, dont Marianne LASSUS et Jean-Paul CALLÈDE.

Un document de présentation détaillé est accessible sur internet : <http://www.colloque-bordeaux2018.eu/>



- **Le mardi 16 octobre 2018, à Paris**

Après-midi d'étude consacrée à l'histoire de la BnF, le 16 octobre 2018, de 14h à 20h, à l'Arsenal. Le thème retenu est « **La Bibliothèque nationale en temps de guerre, 1870-1945** », organisé par le Comité d'histoire de la BnF.

Ce comité, créé en 1998, s'est récemment restructuré et est de plus en plus dynamique.

Entrée gratuite, sous réserve d'inscription préalable.

Site du Comité d'histoire de la BnF : <http://comitehistoire.bnf.fr/>



**Bibliothèque de l'Arsenal**  
1, rue de Sully  
Paris 4<sup>e</sup>

**Accès Métro :**  
Ligne 7 - Sully-Morland

• **Le mercredi 7 novembre 2018, à Paris**

L'ouvrage *La politique du sport et de l'éducation physique en France sous l'occupation* fera l'objet d'une nouvelle présentation, le mercredi 7 novembre, salle des conférences, de 14h à 18h, à Sciences-Po, 56 rue Jacob – 75006 PARIS, dans le cadre du séminaire « Sport, cultures et sociétés » animé par Paul DIETSCHY, professeur des universités en Franche-Comté, responsable du séminaire d'histoire du sport au centre d'histoire de Sciences-Po.

Plusieurs rédacteurs de ce rapport ont déjà indiqué leur accord pour une intervention. Le programme sera prochainement disponible sur le site <http://chsp.sciences-po.fr/>. Une nouvelle lettre ou un message du CHMJS donneront les précisions utiles, si nécessaire.

Inscription OBLIGATOIRE aux deux adresses suivantes : [paul.dietschy@univ-fcomte.fr](mailto:paul.dietschy@univ-fcomte.fr) et [paul.dietschy@wanadoo.fr](mailto:paul.dietschy@wanadoo.fr).

• **Le mardi 13 novembre 2018, à Paris**

Le 13 novembre 2018, à la suite des ateliers ouverts « *Du passé au présent de l'éducation populaire : 3 associations témoignent* » organisés en janvier, février et mars 2018, puis des ateliers thématiques d'avril, mai et juin 2018, à la Bibliothèque nationale de France (BnF) François Mitterrand - dont la lettre du CHMJS a rendu compte en temps utiles - un **colloque** sera organisé au même endroit (petit auditorium), **sur le thème de l'éducation populaire**.

**{BnF}** Bibliothèque nationale de France

Rappelons que la BnF s'engage dans l'élaboration d'un guide des sources de l'éducation populaire, qui a fait l'objet d'un appel à chercheur d'une grande qualité (cf notice 33 <https://aacbnf2018.sciencescall.org/resource/page/id/7>) dont la lecture elle-même révèle à la fois l'intérêt et la complexité de la question.



**Représentation du CHMJS**

- Le lundi 18 juin 2018 de 14h30 à 17h30, au séminaire du Groupe de recherche et de réflexion sur l'éducation populaire (GRREP), à l'université Paris Descartes ; le séminaire a été consacré à la présentation des travaux d'Isabelle PRAT, doctorante en sociologie à l'université de Poitiers, « *De l'école à l'éducation populaire, étude des parcours de vie de salariés de la Ligue de l'enseignement* ».

C'était une communication partielle mais très intéressante sur des travaux en proche phase de conclusion, utilisant les techniques et méthodes de la sociologie et des enquêtes de terrain. Le prochain séminaire du GRREP aura lieu le 15 octobre, à l'endroit habituel.

- Le mercredi 20 juin 2018 à 18h, à la remise du Prix du Sénat du livre d'Histoire, dans les salons de Boffrand de la présidence du Sénat.

Trois ouvrages avaient été sélectionnés par le jury présidé par M. Jean-Noël JEANNENEY, ancien ministre :

- *Généraux, gangsters et jihadistes - Histoire de la contre-révolution arabe, de Jean-Pierre FILIU (La Découverte)*
- *Montaigne, d'Arlette JOUANNA (Gallimard)*
- *Le Secret du prince, Jean-Baptiste SANTAMARIA (Champ Vallon)*

Le prix a été attribué à Jean-Baptiste SANTAMARIA, maître de conférences en histoire médiévale à l'université de Lille 3, pour son ouvrage *Le secret du prince - Gouverner par le secret, France-Bourgogne VIIème -XIème siècle*.

- Le 3 septembre 2018, Martine GUSTIN-FALL, présidente du CHMJS, est intervenue au stage d'accueil des personnels des ministères chargés du Travail, de la Solidarité, de la Santé, de la Jeunesse et des Sports.

À cette occasion a été organisée une table ronde avec pour sujet : **Panorama historique des ministères sociaux** par le comité d'histoire des administrations chargées du travail (CHATEFP), le comité d'histoire de la sécurité sociale (CHSS) et le comité d'histoire des ministères chargés de la jeunesse et des sports (CHMJS), interventions centrées sur « Cultures communes des ministères sociaux et spécificités ministérielles ».



- Le 29 mars 2018, l'UCPA a organisé un colloque, où le CHMJS a été représenté - sur le thème « **Inventer l'association de demain, relever les défis de la société d'aujourd'hui** ».

La synthèse des échanges a été adressée par l'UCPA aux participants.

De plus, la conclusion de la journée par M Christophe ITIER, Haut-commissaire à l'économie sociale et solidaire et à l'innovation sociale auprès du ministre de la transition écologique et solidaire, est disponible <https://soundcloud.com/user-334572366/conclusion-christophe-itier-colloque-ucpa>

- Le 31 mai 2018, s'est déroulée à Sogecampus (siège de la Société générale à Fontenay-sous-Bois /Val de Fontenay) une journée d'études intitulée « **Pour une histoire économique du sport** ».

Organisée par la mission histoire de la Société générale et le centre Lucien Febvre (université de Franche-Comté), la journée a permis d'entendre Paul DIETSCHY, Catherine VILLERMOT, Isabelle GAILLARD, Xavier BREUIL, Fabien CONORD, Gilles MONTÉMÉRAL, Wladimir ANDREFF, David RANC, Jean-Marc BENNAMAR et plusieurs responsables des secteurs archives, histoire, ou sport, de la Société générale.

Le 1<sup>er</sup> juin 2018 a eu lieu un séminaire « Ville et Jeux Olympiques, effets sociaux et conséquences urbanistiques » à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) boulevard Raspail à Paris.

Parmi de nombreuses communications d'éminents géographes, philosophes, architectes et urbanistes, le Comité d'histoire signale celle de Michael DELÉPINE, docteur en histoire : « **Paris un siècle avant : les jeux de 1924 à Colombes** ».

Michael DELÉPINE est l'auteur de la thèse (décembre 2015) : « Le stade de Colombes et l'enjeu d'un grand stade en France : des origines à 1972 ».

<https://www.ehess.fr/fr/s%C3%A9ance-sp%C3%A9ciale-s%C3%A9minaire/analyse-et-politique-ville>

- La **lutte contre le dopage** est une politique majeure et déjà fort ancienne des ministères successifs de la Jeunesse et des Sports.

Ainsi, dès 1965 intervenait une loi (Loi n° 65-412 du 1<sup>er</sup> juin 1965) « *tendant à la répression de l'usage des stimulants à l'occasion des compétitions sportives* ».

Le périmètre national ne pouvant, évidemment pas, rester celui de la lutte contre le dopage, de nombreuses conventions internationales en ont élargi le contour.

De plus, les dispositifs mis en œuvre ayant créé des obligations nouvelles pour les sportifs concernés, certains parmi eux, estimant parfois que ces dispositifs pouvaient porter atteinte à leur vie privée ou familiale, ont engagé des recours.

Ainsi après diverses étapes, c'est la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) qui a été amenée à se prononcer sur cette question très sensible.

Son arrêt, rendu le 18 janvier 2018, marque un jalon important dans l'histoire de la lutte contre le dopage.

Cet arrêt est brillamment commenté par Jean-Pierre VIAL, inspecteur de la jeunesse et des sports honoraire, docteur en droit, dans l'article paru dans la lettre de ISBL consultants, accessible par le lien suivant : <http://www.isbl-consultants.fr/lutte-contre-dopage-lobligation-de-localisation-feux-de-rampe/>

Jean-Pierre VIAL a par ailleurs été l'un des contributeurs de l'ouvrage publié en 2016 par le comité d'histoire *La gestion du risque dans le sport, regards croisés, 1962-2012*.



## À NOTER

- La Lettre du Comité d'histoire a mentionné dans son n°15 de novembre 2017 l'ouvrage ***L'idée sportive, l'idée olympique: quelles réalités au XXIème siècle ?*** (Artois presse universitaire), sous la direction de Olivier CHOVAUX, Laurence MUNOZ, Arnaud WAQUERT, Fabien WILLE. La lettre n°14 de septembre 2017 avait également signalé l'ouvrage de Éric MONNIN ***De Chamonix à Pyeong Chang - un siècle d'olympisme en hiver***, aux éditions Désiris.

Les recensions très complètes de l'un et l'autre de ces ouvrages viennent de paraître dans le n° 120 (2018/2) de la revue STAPS, (dont le directeur est Julien FUCHS, membre du collège scientifique du Comité d'histoire), sous la plume de Tony FROISSARD, maître de conférences à l'université de Champagne-Ardenne pour le premier, par Christophe MAILLARD, docteur en histoire à l'université de Franche-Comté pour le second.

- À écouter : le *podcast* de l'émission de France-Culture « Plan large » du 16 juin 2018 où Julien FARAUT, chargé de collection et réalisateur à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance » (INSEP), s'exprime sur « **Filmer le sport** ». Il s'agit d'un regard très riche, nourri d'une culture et d'une expérience incontestables.



## Travaux en cours

### Point d'information sur le recueil de témoignages auprès des PTP/JEP

Le 2 juillet dernier, une première étape de dépôt des entretiens menés depuis près de quatre ans auprès d'instructeurs, conseillers techniques et pédagogiques (CTP), conseillers d'éducation populaire et de jeunesse (CEPJ) a été accomplie. Ce sont donc soixante-deux enregistrements, accompagnés de leurs indexages, qui ont été confiés à Anne LAMBERT, cheffe de la mission des archives auprès des ministères chargés des Affaires sociales.

Il restera à rédiger pour chacun des témoins concernés les bordereaux de versement, tâche qui requiert un temps de travail non négligeable.

Dans le même temps, l'ensemble des enregistrements, des indexages et des éléments de documentation ont été transférés dans l'ordinateur dédié du Comité d'histoire afin de permettre une consultation plus aisée des documents selon des modalités à mettre en place.

Un point d'étape sur l'ensemble du projet fera l'objet d'un encart spécifique dans une prochaine Lettre du Comité, d'ici fin 2018.



## Notes de lecture

### ***Les loisirs de montagne sous Vichy***

sous la direction de Philippe YOLKA, Presses universitaires de Grenoble, octobre 2017

Cet ouvrage, qui réunit les contributions d'un colloque sur le thème organisé à Grenoble en 2016, présente un intérêt indéniable, car si la politique sportive du régime de Vichy a été largement étudiée, les écrits consacrés aux sports de montagne à cette période restent assez peu nombreux <sup>1</sup>.

Or le gouvernement de Vichy a accordé aux loisirs et aux sports de montagne un intérêt particulier, à l'instar des régimes fascistes européens dans les années 1930-1940.

Comme eux, le régime de Pétain a diffusé une idéologie de la montagne à des fins de propagande, en vue d'exalter les valeurs de courage, de force et de virilité qui devaient contribuer à forger une nouvelle jeunesse, apte à redresser le pays. On observe toutefois des différences notables, la propagande fasciste ou nazie glorifiant la volonté de puissance du conquérant alpin, tandis que la France de Vichy, pays vaincu, prônait la rédemption et le redressement national au moyen de la pratique de la montagne.

La politique de Vichy en faveur de la montagne présente plusieurs traits marquant que l'on retrouve dans d'autres domaines. En premier lieu le corporatisme, avec un effort important d'organisation des professions, notamment de moniteur de ski et de guide de montagne. S'affirme également nettement la volonté d'aménagement touristique de la montagne, avec l'émergence de la figure du technocrate aménageur. Enfin, la production de textes juridiques en tous genres, qui ont inspiré aux gouvernements qui allaient suivre un modèle de réglementation des professions et d'aménagement de la montagne qui ne sera guère remis en cause (loi sur l'enseignement du ski de 1940 ou règlementant la profession de guide de 1943, textes instaurant et régissant les stations de sports d'hiver et d'alpinisme, classement de certains sites de montagne, circulaires concernant l'équipement de la montagne, etc...).

Datent aussi de cette époque les préfigurations de l'École nationale du ski et de l'alpinisme (ENSA) ou du Service d'études et d'aménagement touristique de la montagne (SEATM). Cet ouvrage a le mérite de confirmer que si certaines mesures en faveur du développement de la montagne imaginées par Vichy n'ont pas abouti, un bon nombre ont perduré et ont inspiré les dirigeants à la Libération.

Colin MIÈGE

<sup>1</sup> Il convient de signaler cependant l'ouvrage d'Alice TRAVERS, *Politique et représentation de la montagne sous Vichy : la montagne éducatrice ; 1940-1944*, L'Harmattan, 2001

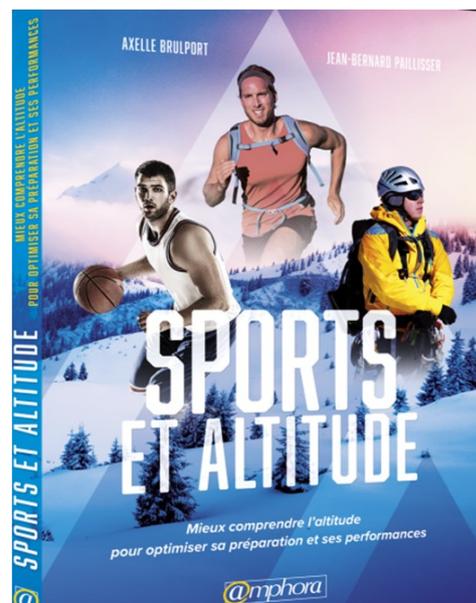


## Publications récentes

Jean-Bernard PAILLISSER, ancien membre du CHMJS, nous signale la publication de son ouvrage

*SPORT ET ALTITUDE – Mieux comprendre l'altitude pour optimiser sa préparation et ses performances,*

écrit en collaboration avec Axelle BRULPORT, aux éditions Amphora (disponible à partir du 28 août).



Contacts : Comité d'histoire des ministères chargés de la Jeunesse et des Sports

95, av. de France - 75013 - PARIS - comitehistoireMJS@jeunesse-sports.gouv.fr

Si vous souhaitez ne plus recevoir cette lettre, envoyez un message à l'adresse courriel du Comité.

Si vous souhaitez faire abonner un ami, transmettez à cette adresse courriel ses coordonnées (avec son accord préalable)

Ont contribué à la rédaction de ce numéro : Denise BARRIOLADE, François BODDAERT, Michel CHAUVEAU, Pierre FRANÇOIS, Martine GUSTIN-FALL, Marianne LASSUS., Colin MIÈGE.